



## EXTRAIT DE PÉTITION

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 308 pétitionnaires.

**Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec**

**Les faits invoqués sont les suivants :**

**CONSIDÉRANT QUE** la politique familiale favorise la conciliation famille-travail et la natalité au Québec;

**CONSIDÉRANT QUE** les services de garde éducatifs à contribution réduite et le Régime québécois d'assurance parentale favorisent l'égalité hommes-femmes;

**CONSIDÉRANT QUE** les services de garde à contribution réduite atténuent les inégalités socioéconomiques;

**CONSIDÉRANT QUE** le réseau des centres de la petite enfance (CPE) et de la garde en milieu familial priorise le développement optimal des enfants entre 0 et 5 ans, notamment par des programmes d'interventions précoces favorisant l'égalité des chances et la persévérance scolaire;

**CONSIDÉRANT QUE** les corporations privées à but non lucratif des CPE et bureaux coordonnateurs sont administrées par des parents bénévoles;

**CONSIDÉRANT QUE** la rentabilité des services de garde à contribution réduite a été prouvée : chaque dollar investi rapporte 1,50 \$ à l'État, augmentant le PIB de 5,1 milliards de dollars;

**CONSIDÉRANT QUE** la population québécoise, dont la classe moyenne, contribue deux fois aux services de garde à contribution réduite, par le biais des impôts progressifs et le versement du 7 \$/jour;

**CONSIDÉRANT QUE** la population aurait accepté une hausse des tarifs de 7 à 8 \$, suivi d'une indexation, et que le gouvernement a décidé de renoncer à ces revenus;

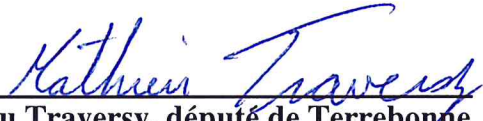
**CONSIDÉRANT QUE** le Régime québécois d'assurance parentale s'autofinance par les employeurs et les salariés;

**CONSIDÉRANT QUE** les Québécois choisissent d'investir dans les enfants et leur famille;

**Et l'intervention réclamée se résume ainsi :**

Nous, soussignés, demandons que le gouvernement préserve la politique familiale actuelle ainsi que les budgets permettant la pérennité de ses programmes.

**Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.**

  
Mathieu Traversy, député de Terrebonne

02/02/15  
Date de signature de l'extrait